

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025

Février 2025

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique, crise inflationniste), l'économie mondiale a résisté en 2024 et l'inflation a continué de refluer. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2025](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,2 % en 2024. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,8 % en 2024, après une hausse de 0,4 % en 2023.

En France, sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance du PIB s'établit à 1,1 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister malgré le choc inflationniste des dernières années et dans un contexte d'incertitude politique et de haut niveau de déficit public. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication ainsi que dans les services aux entreprises et aux ménages. Ces secteurs ont fortement bénéficié d'un effet J.O.P. de Paris dont on estime l'impact macroéconomique à +1/4 point de croissance au troisième trimestre avec un contrecoup négatif au quatrième trimestre. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a connu une baisse en 2024, les sous-secteurs des biens d'équipements et surtout des matériels de transport ont subi une importante diminution de leur valeur ajoutée. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2024 ; pour la première fois depuis plus de 50 ans les ventes et les prix baissent simultanément deux années de suite, dans un contexte de taux d'emprunt élevés.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2024, l'activité resterait ralentie en 2025 avant de se raffermir ensuite. En 2025, La demande intérieure serait affectée non seulement par les mesures de consolidation budgétaire, mais aussi par le contexte de forte incertitude qui les entoure. En 2026, la croissance annuelle rebondirait, favorisée par la détente des conditions financières. Cette détente permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance et la consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu. En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Le marché du travail commencerait à entrer dans une phase transitoire de ralentissement, concentrée sur l'année 2025. Le taux de chômage atteindrait un pic inférieur à 8 % en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse dans le sillage de la reprise de l'activité.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,4 % en 2024 et 1,6 % en 2025. Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %.

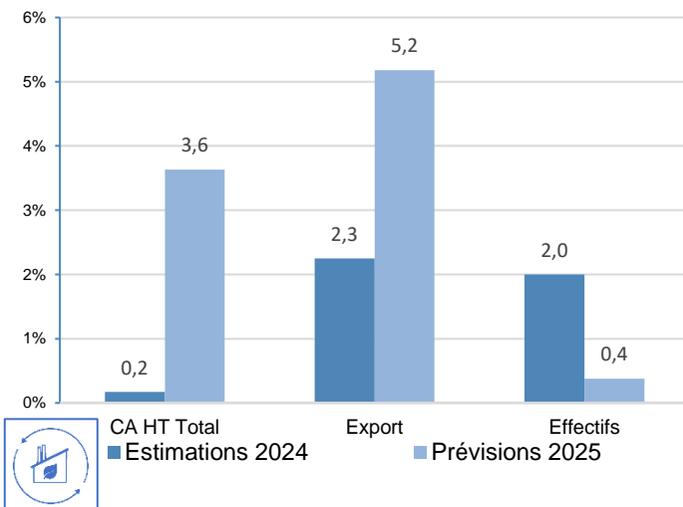
Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a entamé une phase d'assouplissement monétaire. En janvier 2025, le taux de dépôt a reculé de 0,25 point de pourcentage pour atteindre 2,75 %.** Il s'agit de la cinquième baisse des taux directeurs depuis juin. Les taux ont reculé au total de 1,25 point de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs

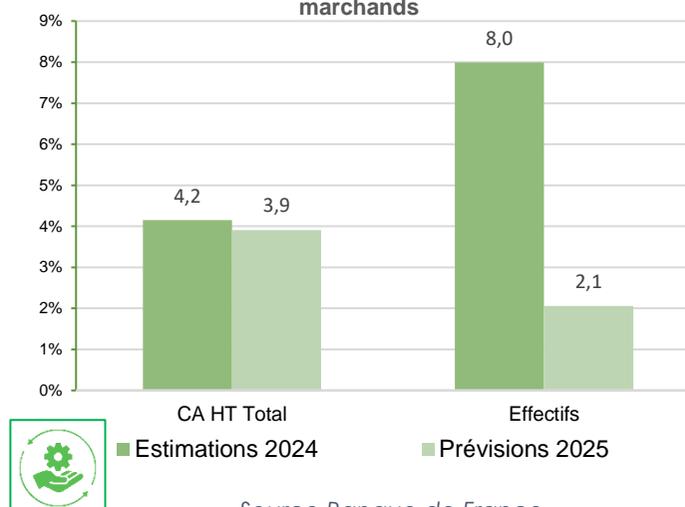
	Chiffre d'affaires	2024 :	+0,2%
		2025 :	+3,6%
	Exportations	2024 :	+2,3%
		2025 :	+5,2%
	Effectifs	2024 :	+2%
		2025 :	+0,4%
	Chiffre d'affaires	2024 :	+4,2%
		2025 :	+3,9%
	Effectifs	2024 :	+8%
		2025 :	+2,1%
	Production totale	2024 :	-0,4%
		2025 :	+0%
	Effectifs	2024 :	+0,7%
		2025 :	-1,1%

Situation régionale

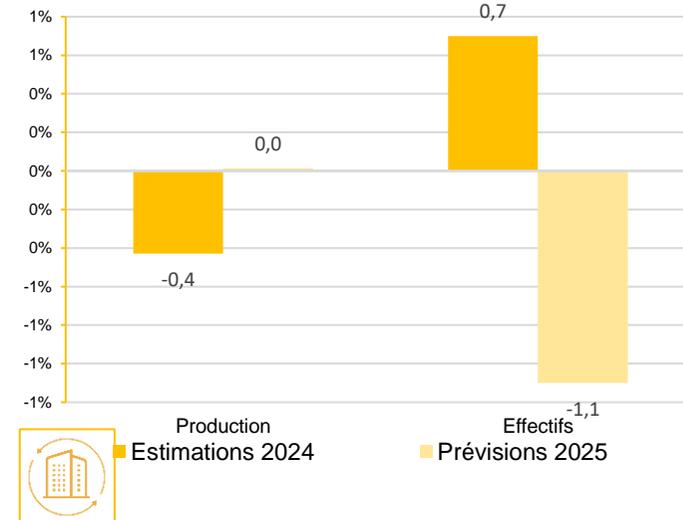
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

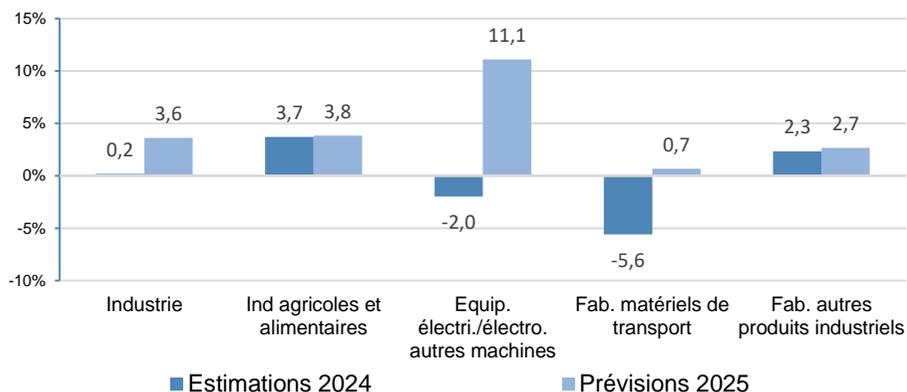
Essentiellement portée par les services marchands, l'économie francilienne a continué à croître en 2024, mais à un rythme sensiblement inférieur à l'an passé. En effet, l'économie de la région, comme l'économie nationale, a été pénalisée par plusieurs freins, parmi lesquels : i) un contexte politico-économique incertain, ii) une consommation demeurant atone malgré le reflux de l'inflation, iii) ainsi que la crise qui continue d'affecter le secteur de l'immobilier. Cette dernière a significativement impacté le secteur de la construction, dont la production a reculé. Dans l'industrie l'activité a stagné, et a même ralenti en volume (après déduction de l'inflation), tandis que les investissements se sont taris, corollaire de la forte incertitude. Les services marchands se sont montrés plus résilients, avec une activité qui a progressé, même si elle a affiché un dynamisme moindre qu'en 2023. Les entreprises de services ont également été plus nombreuses que l'an dernier à avoir enregistré une dégradation de leur rentabilité. **Peu d'évolutions sont attendues en 2025, avec néanmoins une amélioration anticipée dans l'industrie.** Les professionnels entrevoient en effet une légère reprise dans l'industrie, une progression de l'activité similaire à celle de cette année dans les services marchands, mais une stagnation dans la construction. Dans l'industrie, les projets d'investissement devraient également repartir sur une tendance haussière cette année, tandis que dans les services marchands, la situation en matière de rentabilité devrait s'améliorer.



Synthèse de l'Industrie

Globalement le chiffre d'affaires a très peu progressé dans l'industrie (+0,2%), témoignant de performances très hétérogènes selon les segments et confirmant le ralentissement anticipé par les professionnels. Si une progression notable a été enregistrée dans les industries agroalimentaires et chimiques, une contraction de l'activité a été observée notamment dans l'industrie automobile et la fabrication de bois-papier. Dans le contexte de demande morose et de grande incertitude, les embauches ont été plus rares en 2024 et les projets d'investissement se sont taris. Ces derniers devraient à nouveau s'intensifier en 2025, en parallèle d'une reprise de l'activité soutenue par une demande intérieure plus dynamique.

Évolution du chiffre d'affaires

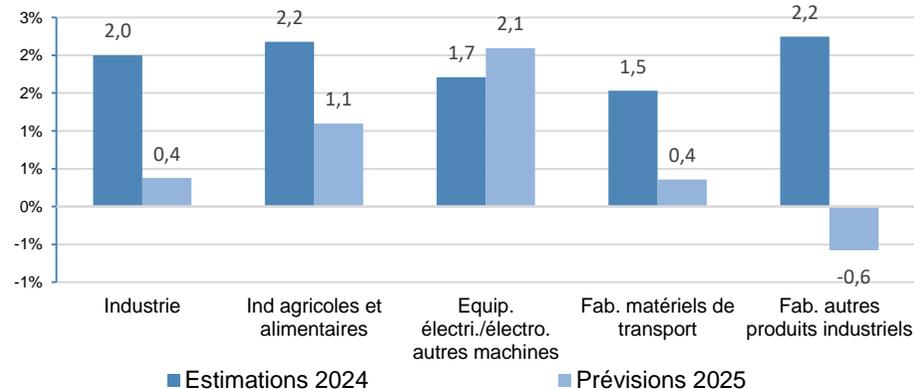


Dans l'industrie francilienne, le chiffre d'affaires a connu une évolution quasi-nulle en 2024 (+0,2%) voire même un repli si l'on tient compte de la hausse des prix de vente (-1,9%). Cela représente une détérioration par rapport à l'année précédente au cours de laquelle le secteur avait enregistré une progression de 8,2% de son activité en valeur (2,6% en volume). Si les professionnels avaient effectivement anticipé un ralentissement, ce dernier a été plus important qu'escompté. Cette performance globale cache néanmoins de fortes disparités selon les branches. Stimulée par la demande domestique, l'industrie agroalimentaire a enregistré l'une des plus fortes progressions du chiffre d'affaires du secteur, suivie par l'industrie chimique qui a profité de bonnes performances à l'exportation. Au contraire, l'industrie automobile a été plus à la peine, freinée notamment par des difficultés d'approvisionnement, une demande faible, les incertitudes concernant les aides gouvernementales et une concurrence internationale accrue, emportant dans son sillage la production de caoutchouc-plastique. Une amélioration est prévue en 2025, avec une progression du chiffre d'affaires plus importante attendue dans toutes les grandes branches d'activité, en particulier dans la fabrication d'équipements électriques et électroniques (stimulée par le développement de l'IA notamment).

Malgré une année 2024 peu porteuse en termes d'activité, les recrutements se sont poursuivis dans l'industrie francilienne. En effet, les effectifs ont globalement augmenté de 2% dans ce secteur (un taux similaire à l'année précédente), avec des hausses qui ont été plutôt homogènes dans les différentes branches (entre 1,5% et 2,2%). Si les embauches ont été particulièrement dynamiques dans l'agroalimentaire et les autres produits industriels, elles se sont appuyées surtout sur un recours aux intérimaires dans le premier segment, et sur des emplois plus pérennes chez les fabricants d'autres produits industriels qui ont, au contraire, eu tendance à se séparer de leurs personnels intérimaires.

Malgré une activité qui devrait gagner en dynamisme en 2025, les professionnels se montrent prudents s'agissant de leurs perspectives d'embauches. Les effectifs ne devraient en effet croître que de 0,4% en 2025, avec une hausse sensiblement plus forte dans les équipements électriques et électroniques où une reprise sensible de l'activité est également anticipée.

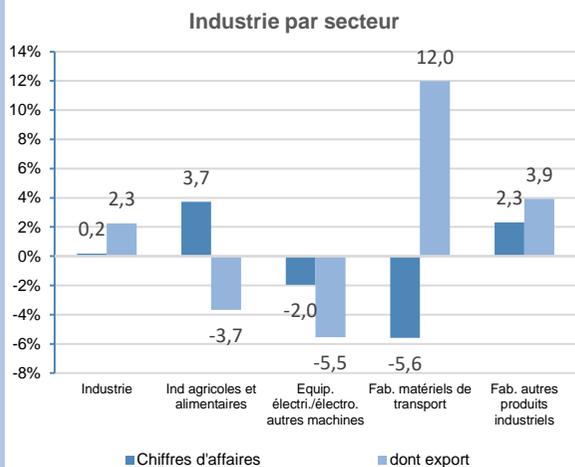
Évolution des effectifs





7%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



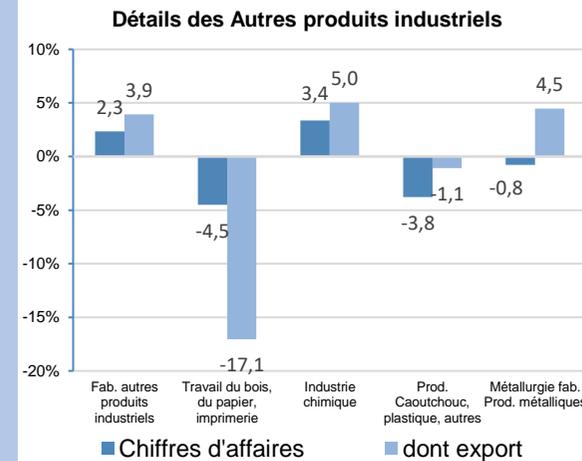
Dans l'industrie, la progression du chiffre d'affaires est restée globalement stable en 2024 (+0.2% en valeur). L'industrie agroalimentaire et les autres produits industriels, qui s'en sortent légèrement mieux, ont compensé des reculs plus marqués dans les équipements électriques et électroniques ainsi que dans la fabrication de matériels de transports. Malgré les bonnes performances de l'aéronautique (en particulier à l'export), ce dernier segment a en effet souffert des difficultés rencontrées par l'industrie automobile.

L'activité industrielle affiche une quasi stabilité au terme de l'année 2024.

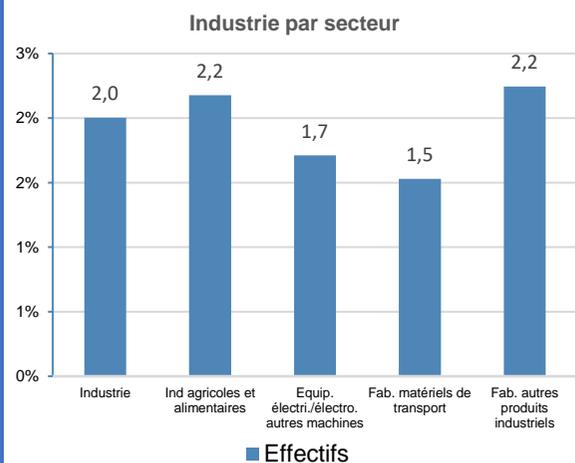
Chiffre d'affaires, dont export

La légère progression du chiffre d'affaires dans le segment des autres produits industriels est à imputer principalement à la chimie, à l'industrie pharmaceutique et aux autres industries manufacturières, réparation, installation. Dans ces différentes branches, les exportations ont contribué positivement à ces performances. Par ailleurs, on observe un repli dans la métallurgie et la production de caoutchouc-plastique, branches subissant indirectement les difficultés du BTP.

L'activité des autres produits industriels surperforme en comparaison du reste de l'industrie.



Bilan 2024



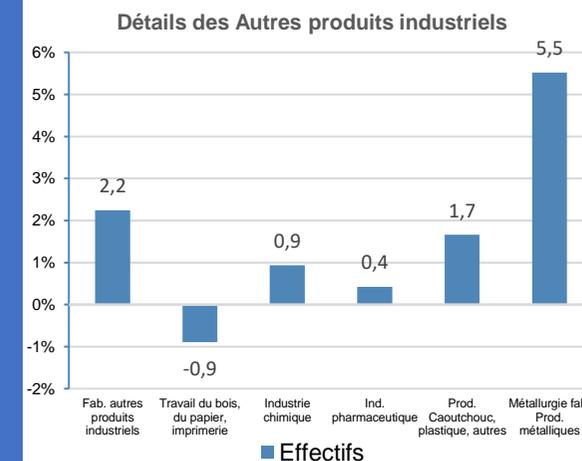
Les effectifs industriels globaux ont légèrement progressé en 2024.

Les effectifs totaux ont évolué de façon similaire dans les différents segments industriels, avec une progression globale de +2%. Néanmoins, les nouvelles embauches ont naturellement été plus importantes dans les segments où l'activité a été la plus dynamique, à savoir les autres produits industriels et l'industrie agroalimentaire. Dans ce segment, dont l'activité est très saisonnière, les recrutements se sont à nouveau beaucoup appuyés sur des contrats d'intérim.

Effectifs

Dans les autres produits industriels, la tendance est globalement similaire.

La métallurgie a connu une hausse marquée de ses effectifs (+5,5%), tandis que les compartiments de l'industrie chimique et des produits en caoutchouc ont connu des hausses plus mesurées. A l'inverse, faisant toujours face à des difficultés de long terme et à une contraction de son activité, le bois-papier-imprimerie accuse une nouvelle baisse de ses effectifs, toutefois moins importante que celle observée l'année précédente.

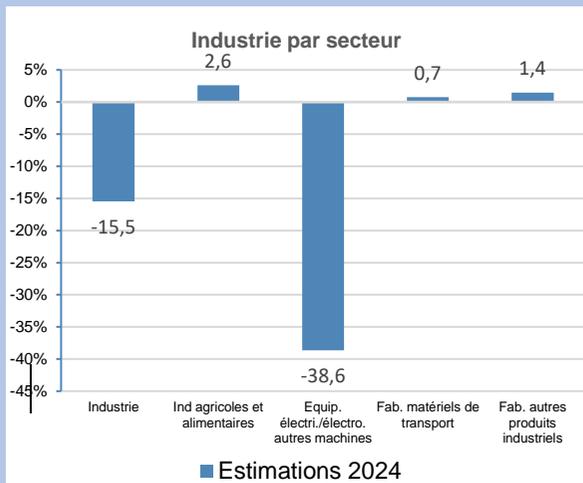


Effectifs



7%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



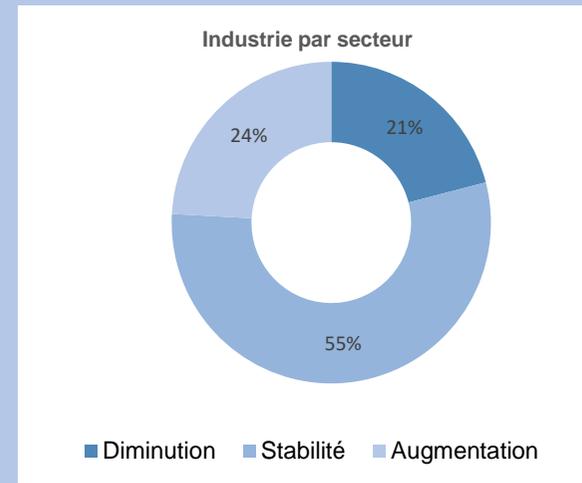
Les investissements ont été globalement en net retrait en 2024 dans l'industrie francilienne (-15,5%). Alors qu'ils sont stables ou en légère hausse dans les industries agroalimentaires (+2,6%), les matériels de transports (+0,7%) et les autres produits industriels (+1,4%), ils ont connu une forte baisse dans les équipements électriques électroniques et autres machines (-38,6%). Le repli des investissements industriels a concerné aussi bien les investissements immobiliers que ceux dans les biens d'équipement.

Les investissements se sont globalement contractés sur l'année 2024.

Rentabilité

Les entreprises industrielles ont globalement préservé voire amélioré leur rentabilité en 2024 (près de 8 entreprises sur 10), tandis que seule une entreprise sur cinq indique une dégradation de leurs résultats. La situation est plutôt homogène dans les différents segments. Cela pourrait s'expliquer en partie par des hausses de prix de vente, mais aussi par une meilleure maîtrise des coûts (en lien notamment avec la diminution de la cotisation sur la VA des entreprises).

Les industriels franciliens ont globalement préservé leur rentabilité en 2024.

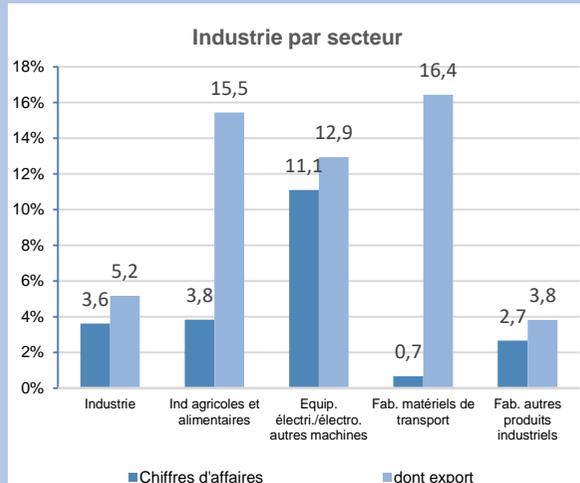




7%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



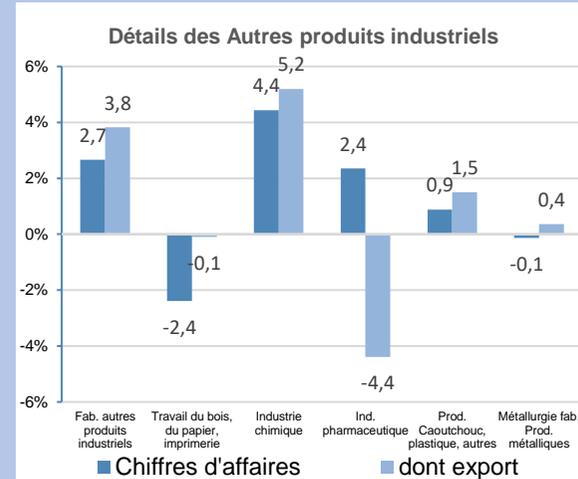
Une progression globale du chiffre d'affaires est attendue dans l'industrie en 2025, soutenue par la bonne tenue des exportations et une reprise de la demande intérieure. Le rythme de croissance anticipé varie néanmoins sensiblement selon les segments. La branche des équipements afficherait la plus forte croissance (+11,1% en valeur), tandis que les matériels de transport, après un recul en 2024, ne connaîtraient qu'une faible reprise (+0,7%), malgré une demande à l'export dynamique.

L'activité devrait croître en 2025, soutenue par toutes les branches.

Chiffre d'affaires, dont export

Les perspectives d'activité dans les autres produits industriels sont également assez bien orientées. L'industrie chimique continuerait à tirer vers le haut la croissance du secteur, tirant profit notamment d'une demande étrangère dynamique. L'industrie du caoutchouc-plastique devrait elle aussi progresser, mais à un rythme plus mesuré. En revanche, les difficultés devraient persister dans l'industrie du bois-papier et la métallurgie en lien avec une demande domestique en berne.

Une évolution contrastée de l'activité au sein des autres produits industriels.



Perspectives 2025

Les recrutements devraient légèrement ralentir en 2025.

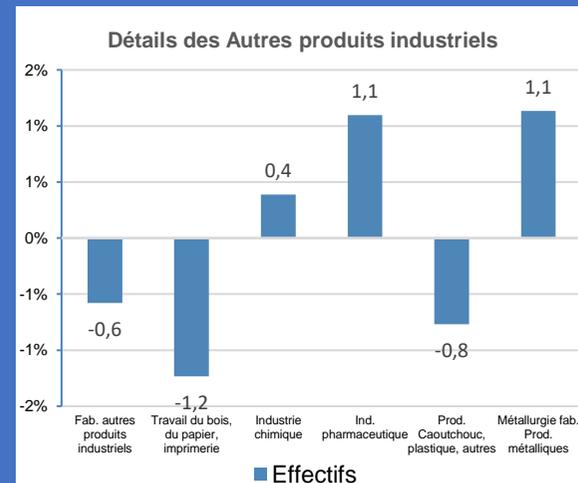
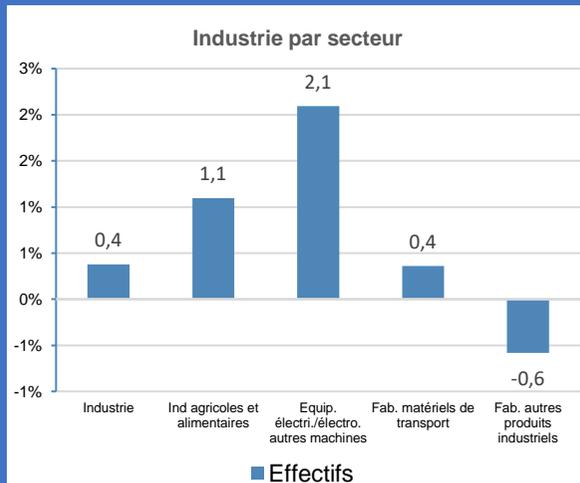
Après une hausse en 2024, les effectifs devraient très légèrement progresser en 2025. Conformément à leurs perspectives d'activité, les segments de l'agro-alimentaire et des équipements devraient néanmoins se démarquer, avec une intensification des recrutements. La progression serait plus timide dans les matériels de transport, reflet de perspectives d'activité moins optimistes. Enfin, un léger recul est prévu dans les autres produits industriels, essentiellement lié à un moindre recours à l'intérim.

Effectifs

Les effectifs devraient diminuer dans les autres produits industriels.

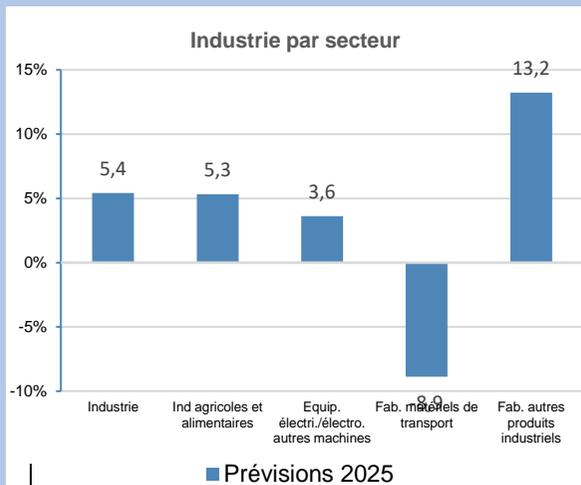
Contrairement à la tendance générale, une légère baisse des effectifs est attendue dans les autres produits industriels. Cette évolution résulte des replis anticipés dans les industries du bois et de la métallurgie, où les perspectives d'activité pour 2025 sont moins favorables. En corollaire, une contraction importante des effectifs intérimaires est prévue dans l'ensemble des segments, en particulier dans la métallurgie.

Effectifs





7%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région



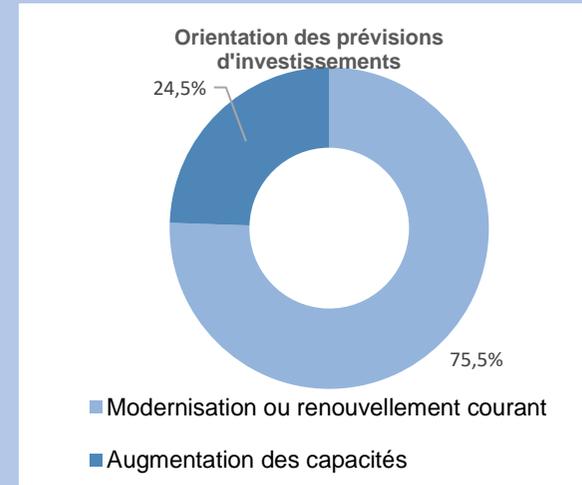
Investissements

Les chefs d'entreprise prévoient de reprendre leurs investissements en 2025, en lien probablement avec une stabilisation escomptée du contexte politique national. Les dynamiques diffèrent toutefois selon les segments : les autres produits industriels enregistreraient la plus forte hausse (+13,2%), suivis par l'industrie agro-alimentaire (+5,3%), tandis que les équipements devraient croître plus modérément. Face à des perspectives d'activité plutôt incertaines dans l'automobile, les investissements devraient encore reculer dans les matériels de transport. **Globalement, les industriels prévoient une reprise des investissements en 2025.**

Orientation des prévisions

La modernisation ou le renouvellement des équipements productifs resteraient une priorité pour 75 % des industriels, ce qui représente une hausse de 10 points par rapport à 2024. Cette tendance est commune à tous les secteurs, à l'exception de l'industrie agro-alimentaire où plus de deux tiers des entreprises envisagent de développer leurs capacités de production.

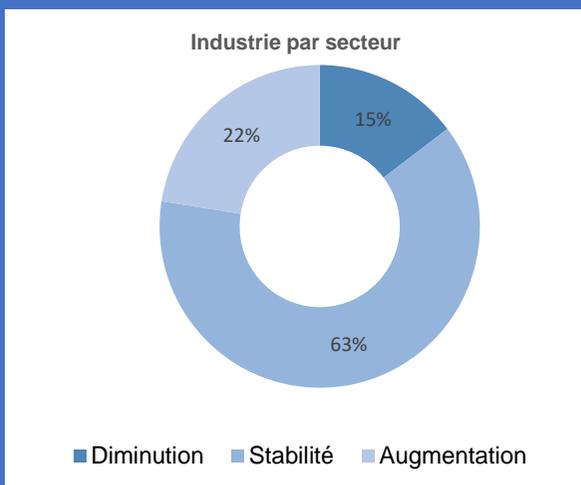
La forte orientation des investissements industriels vers la modernisation de l'outil productif devrait encore s'accroître en 2024.



Perspectives 2025

Près de deux entreprises sur trois anticipent une stabilité de leur rentabilité en 2025.

La part des chefs d'entreprise qui anticipent une stabilité de leur rentabilité en 2025 a cru de 12 points par rapport à 2024. En corollaire, la part d'entreprises prévoyant une amélioration ou une dégradation diminue. Plus précisément, l'industrie agro-alimentaire se distingue par une répartition davantage polarisée des situations, avec une proportion sensiblement plus élevée d'entreprises misant sur une évolution de leur rentabilité, à la hausse ou à la baisse.



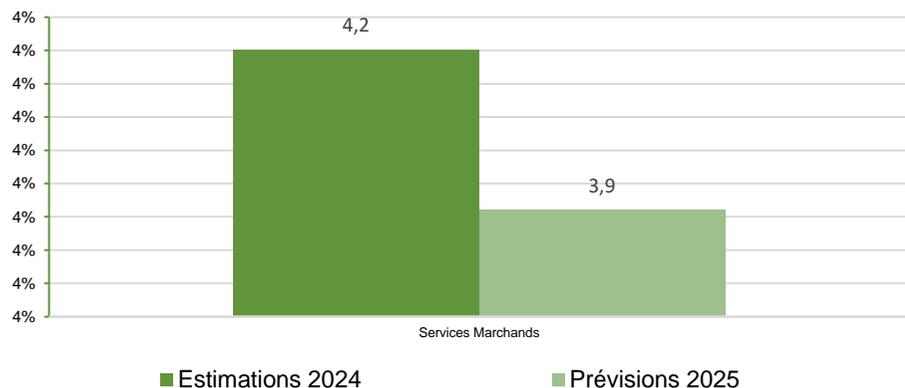
Rentabilité



Synthèse des services marchands

Les services marchands ont tiré l'économie francilienne en 2024, même si la progression du chiffre d'affaires a été sensiblement moins forte qu'en 2023. Malgré le ralentissement de l'inflation, la consommation des ménages est demeurée faible et le contexte politico-économique incertain a favorisé l'attentisme des clients. Les embauches se sont poursuivies, dans un contexte de recul des difficultés de recrutement, tandis que la hausse des coûts d'exploitation semble avoir pesé sur la rentabilité. Pour 2025 les professionnels misent sur une hausse du chiffre d'affaires similaire à 2024.

Évolution du chiffre d'affaires

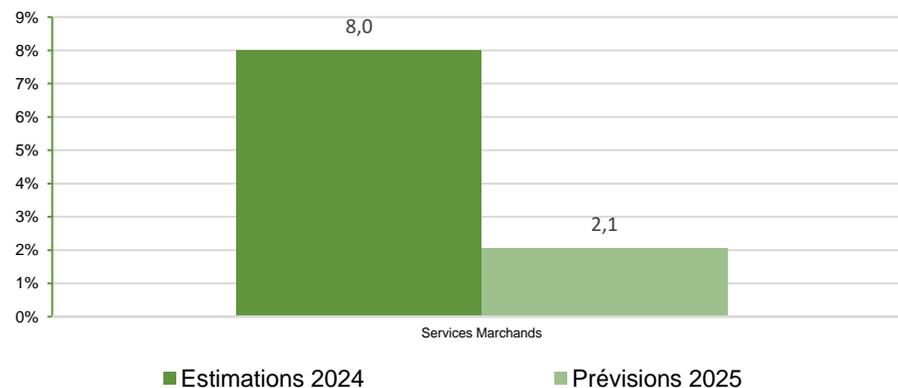


En 2024 le chiffre d'affaires global aurait progressé de 4,2% dans les services marchands, une hausse en retrait par rapport à celle enregistrée l'an dernier (7,3%), confirmant le ralentissement observé depuis le rattrapage post-covid. Si l'on tient compte de la hausse du prix des prestations, la croissance du chiffre d'affaires est même tombée à 0,5% (contre une progression en volume de 3,5% l'an passé). L'évolution de l'activité a néanmoins été hétérogène selon les segments. Si le transport-entrepôt et les activités d'information et de communication ont enregistré des hausses d'activité plus importantes que le secteur dans son ensemble, les agences d'intérim, les services de publicité et études de marché semblent eux avoir particulièrement souffert de l'attentisme de la clientèle. De même, dans les activités juridiques et de conseils, les difficultés du marché immobilier ont tiré la demande à la baisse, tandis que l'hébergement-restauration, qui a bénéficié des JOP durant l'été 2024, a souffert d'une météo peu clémente et d'une consommation des ménages atone. Dans l'ensemble la situation en termes de rentabilité semble s'être dégradée par rapport à l'an passé, en particulier dans l'hébergement-restauration (hausse des prix des matières premières alimentaires et des coûts salariaux). Pour 2025, les professionnels tablent sur une croissance de l'activité proche de celle observée en 2024 (3,9% en valeur, et seulement 0,6% en volume). Celle-ci serait portée essentiellement par les services dédiés aux entreprises (ingénierie technique), mais également par une reprise dans l'hébergement-restauration. Dans le contexte de fortes incertitudes, les professionnels du secteur se montrent peu enclins à accroître les embauches cette année.

Malgré une progression de l'activité plus limitée en 2024 et la montée des incertitudes, les embauches se sont poursuivies dans les services marchands. Facilitée par une modération des difficultés de recrutement, la progression des effectifs a été de 8% en 2024, contre une hausse de 6,7% l'an passé. Les recrutements ont été particulièrement nombreux dans le segment du transport-entrepôt, avec une augmentation de 9,7% des effectifs en 2024, tirée par un important recours aux intérimaires (+14,6%). Les services aux entreprises, tels que les activités informatiques et l'ingénierie technique, ont également enregistré d'importantes hausses de leurs effectifs avec une progression de respectivement 5,8% et 4,9%. Dans les autres branches, globalement, l'évolution des effectifs a été homogène avec une hausse comprise entre 3% et 4%.

Pour 2025, les professionnels sont davantage prudents dans leurs projets d'embauches, d'où une évolution globale des effectifs attendue de seulement 2%. C'est surtout dans les entreprises de services aux entreprises que les équipes devraient être renforcées, en particulier dans l'ingénierie technique (avec une hausse de 4,4% des effectifs attendue), ainsi que dans les activités informatiques (+3,4, tirée par un recours massif à l'intérim). Dans les autres segments, les effectifs devraient augmenter d'environ 3% en 2025.

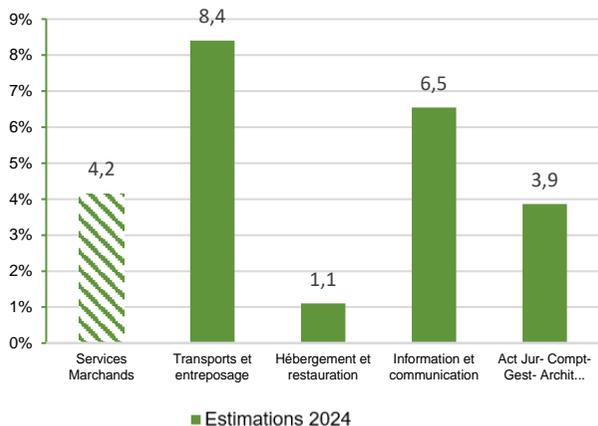
Évolution des effectifs



30%
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

La hausse du chiffre d'affaires en 2024 a été essentiellement portée par les transports-entreposage (8,4% en valeur) et les services aux entreprises (édition, services informatiques). Néanmoins, après prise en compte de la hausse des prix, la progression du chiffre d'affaires a été bien plus limitée (0,5%), indiquant une augmentation très faible de l'activité dans un contexte de consommation atone, qui a pesé notamment sur l'hébergement-restauration, et d'incertitudes.

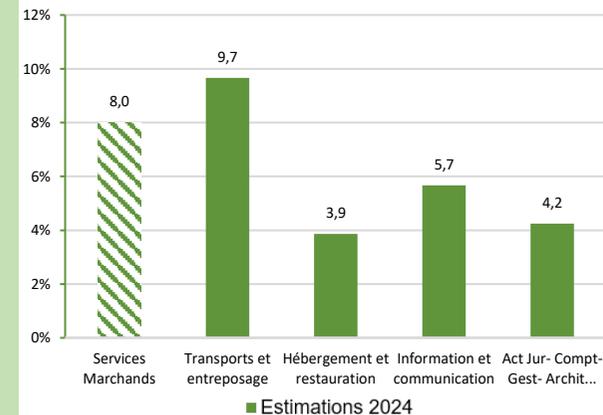
En 2024, le chiffre d'affaires a continué à progresser mais plus lentement que l'an passé.

Effectifs

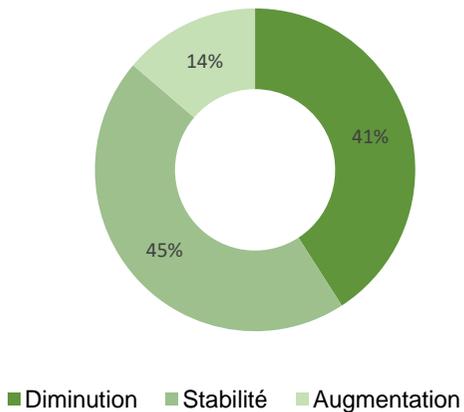
Les services marchands ont continué à embaucher en 2024, donnant lieu à une hausse globale de 8% des effectifs. Ce renforcement des équipes a notamment été permis par une réduction des tensions sur les recrutements. À noter que dans le segment des transports et entreposage, la forte progression des effectifs a été surtout soutenue par un recours important à l'intérim.

Malgré une activité fragilisée par l'incertitude politico-économique, les recrutements ont progressé en 2024.

Évolution des effectifs



Évolution de la rentabilité



En 2024, 4 entreprises sur 10 ont vu leur rentabilité se réduire.

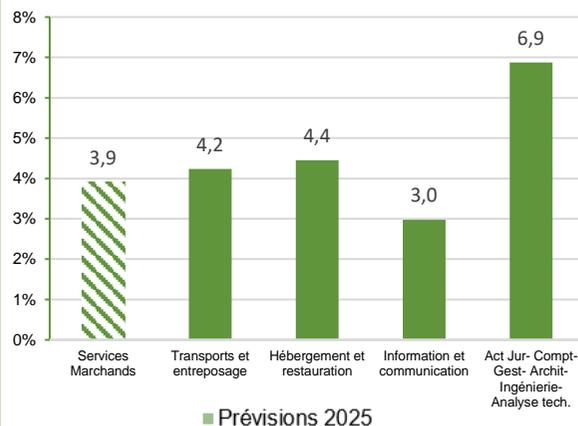
La rentabilité s'est globalement détériorée par rapport à l'an passé. 41% des entreprises déplorent une dégradation de leur rentabilité (20% en 2023), tandis que seulement 14% d'entre elles ont vu leur rentabilité s'améliorer (26% en 2023). La préservation des marges semble avoir été particulièrement difficile dans l'hôtellerie-restauration, en lien avec une hausse des prix de certaines matières premières alimentaires et des coûts salariaux.

Rentabilité

30%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

Les professionnels anticipent une croissance du chiffre d'affaires proche de celle observée en 2024, que ce soit en valeur (+3,9%) ou en volume (+0,6%). Comme en 2024 l'activité devrait rester particulièrement dynamique dans l'ingénierie technique (+12,4% après +8,6% en 2024), mais se tasser dans les transports-entreposage, l'information et la communication. A l'inverse, l'activité gagnerait en dynamisme dans l'hébergement-restauration.

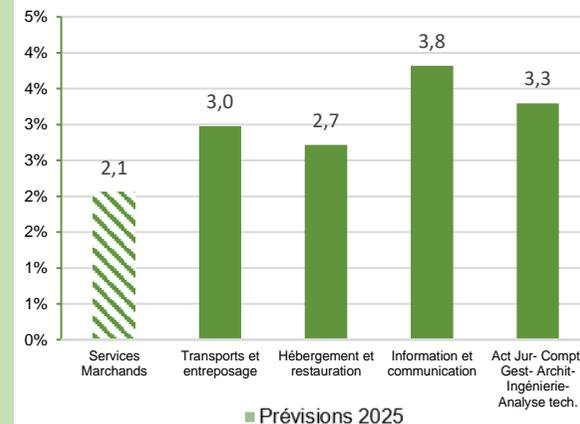
L'activité progresserait en 2025 à un rythme similaire à 2024, malgré des tendances en évolution au sein des segments.

Effectifs

Après une activité qui a ralenti en 2024 et la forte incertitude, le secteur anticipe une diminution des recrutements en 2025. Dans les services aux particuliers, le ralentissement de la consommation incite les professionnels à limiter leurs prévisions d'embauches autour de +3%. En revanche, l'ingénierie technique et les activités informatiques continueraient de renforcer leurs équipes malgré le manque de visibilité concernant l'année à venir, ces secteurs bénéficiant toujours d'une activité soutenue grâce aux contrats récurrents.

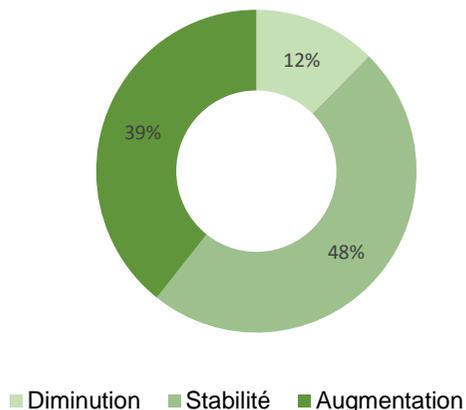
Face à la forte incertitude, les recrutements devraient ralentir en 2025.

Évolution des effectifs



Perspectives 2025

Évolution de la rentabilité



Des perspectives de rentabilité mieux orientées pour 2025.

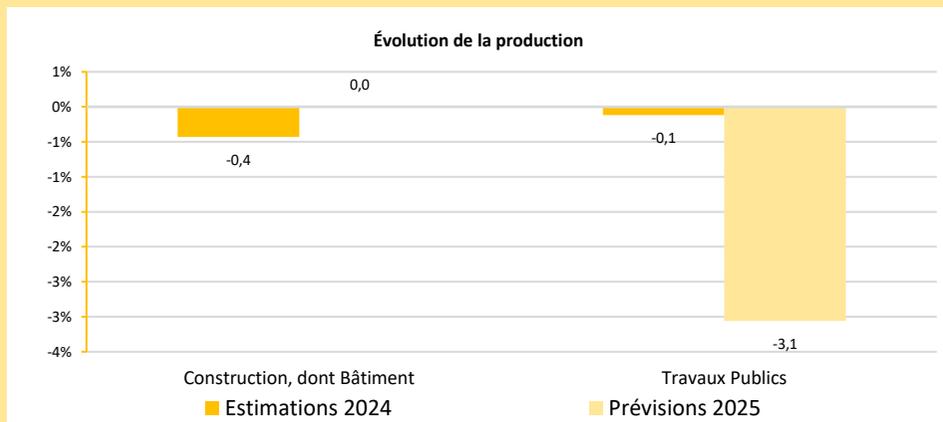
Après une détérioration globale de la situation en 2024 en termes de rentabilité, près de 40% des entreprises interrogées anticipent une amélioration de leurs résultats en 2025, tandis que la moitié mise sur leur stabilisation. La diminution des tensions inflationnistes devrait, par ailleurs, permettre une progression des marges, notamment en faveur du secteur de l'hôtellerie-restauration. S'agissant des autres segments, la majorité des professionnels restent prudents et tablent sur un maintien de leur rentabilité.

Rentabilité



Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

En 2024, le secteur de la construction a connu une baisse d'activité en valeur (-0,4%), et à fortiori en volume (-2,2%), principalement en raison de la crise dans le logement neuf. Pour 2025, les perspectives restent incertaines : le bâtiment table sur une reprise progressive de la production (+0,7%) à la faveur de l'amélioration des conditions de crédit immobilier tandis que les travaux publics anticipent une nouvelle baisse d'activité (-3,1%) liée à la réduction des commandes publiques.

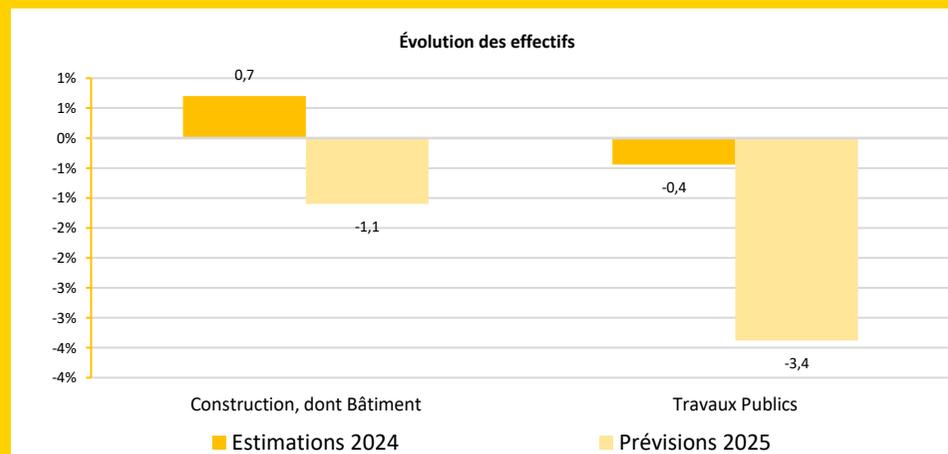


Le ralentissement observé dans le secteur de la construction intervient dans un contexte de crise que traverse le bâtiment depuis maintenant deux années (record historiquement bas de mises en chantier) et de forte instabilité politique qui pèse sur la confiance des acteurs économiques et les décisions d'investissement.

Pour 2025, en moyenne, les chefs d'entreprise du secteur tablent sur une stabilité de leur production en valeur et une baisse en volume légèrement moindre (-1,7%). En effet, les entreprises du bâtiment souffriraient encore de la crise du logement neuf, même si l'amélioration des conditions de crédit immobilier devrait permettre d'amortir la baisse d'activité. Le segment des travaux publics devrait continuer d'enregistrer la baisse d'activité la plus marquée (-3,1%), en lien avec le repli des commandes publiques et les réductions du budget des collectivités territoriales.

Les effectifs employés dans le secteur de la construction ont très peu évolué en 2024, que ce soit dans le bâtiment ou les travaux publics. En effet, si les difficultés de recrutement semblent avoir continué à s'estomper dans l'ensemble des segments au cours de l'année qui vient de s'écouler (cf. EMC, janvier 2025), dans la construction, les embauches ont été freinées par le manque de dynamisme de l'activité.

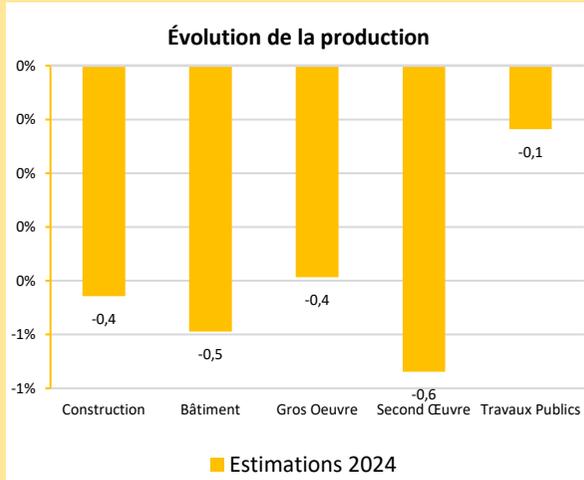
Pour 2025, les effectifs du secteur seraient globalement orientés à la baisse (-1,1%). Les travaux publics devraient enregistrer la réduction des effectifs la plus prononcée (-3,4%), en lien avec le repli de l'activité attendu dans cette branche.



Source Banque de France – CONSTRUCTION



7%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

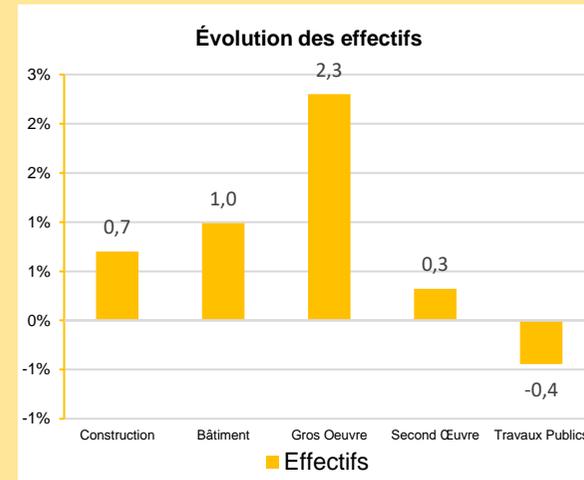
En 2024, le secteur a subi un recul de la production assez homogène (-0,4% en volume et -2,2 % en valeur). Le segment du second-œuvre, qui subit avec un décalage les difficultés du gros-œuvre, connaîtrait le plus fort recul (-0,6% en valeur et -2,7% en volume). En revanche, s'agissant des travaux publics, le repli de la production semble avoir été plus limité.

Le secteur de la construction a connu une baisse de sa production dans l'ensemble des branches en 2024.

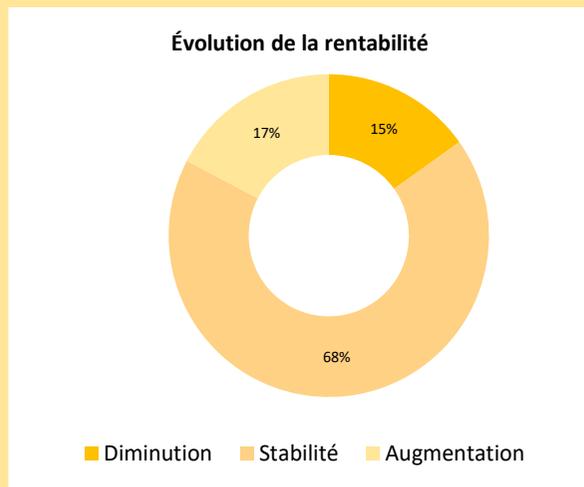
Effectifs

Les difficultés rencontrées par le secteur en 2024 n'ont pas été propices à l'embauche, même si les difficultés de recrutement se sont peu à peu apaisées. Hormis le gros œuvre, qui se distingue légèrement, les effectifs sont en effet restés plutôt stables cette année dans la construction, quelle que soit la branche d'activité considérée.

Globalement en 2024 les effectifs sont restés relativement stables dans le secteur de la construction.



Bilan 2024



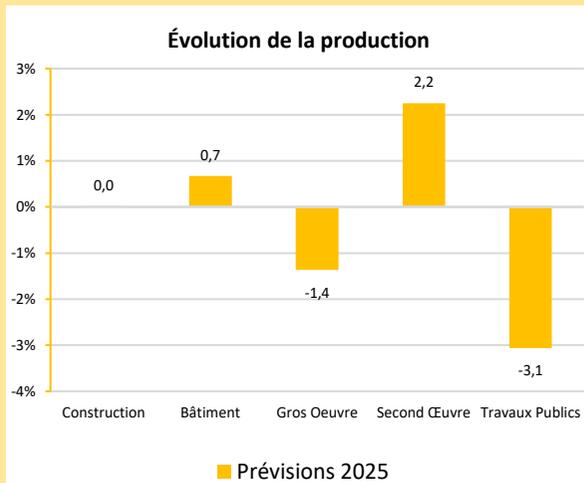
En 2024, la rentabilité des entreprises est restée plutôt stable.

83% des entreprises de construction ont stabilisé voire amélioré leur rentabilité en 2024. Cette proportion est moins élevée dans le secteur du second-œuvre (70%) qui a dû faire face à une concurrence de plus en plus agressive sur les prix, et a diminué ses prix de vente et donc sa rentabilité pour continuer d'obtenir des marchés.

Rentabilité



7%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

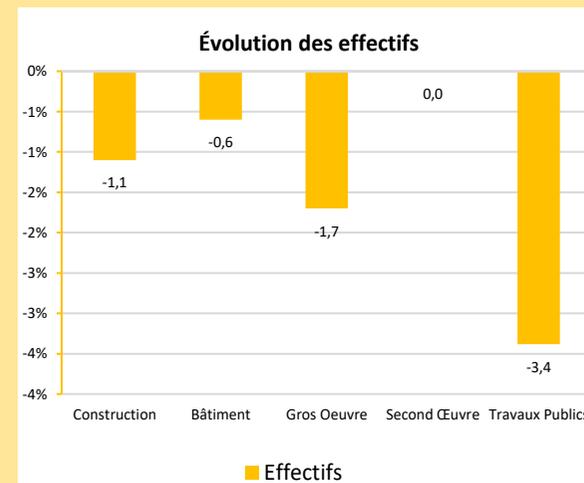
Pour 2025, les professionnels anticipent une stabilisation en valeur de la production, se traduisant par une nouvelle baisse en volume (-1,5%). Dans le bâtiment, cette grande prudence des professionnels est notamment liée au devenir incertain des aides gouvernementales relatives à la rénovation et à l'accès à la propriété. Le secteur des travaux publics connaîtrait le plus fort ralentissement, conséquence de la baisse des commandes publiques.

En 2025, la production continuerait de ralentir en volume mais moins qu'en 2024.

Effectifs

Face à des perspectives d'activité peu favorables, les chefs d'entreprises se montrent frileux concernant leurs projets d'embauches. Ainsi, le secteur de la construction dans son ensemble connaîtrait une baisse de -1,1% de ses effectifs en 2025. Le segment des travaux publics connaîtrait la plus forte baisse (-3,4%), en lien avec l'important ralentissement de la production attendu.

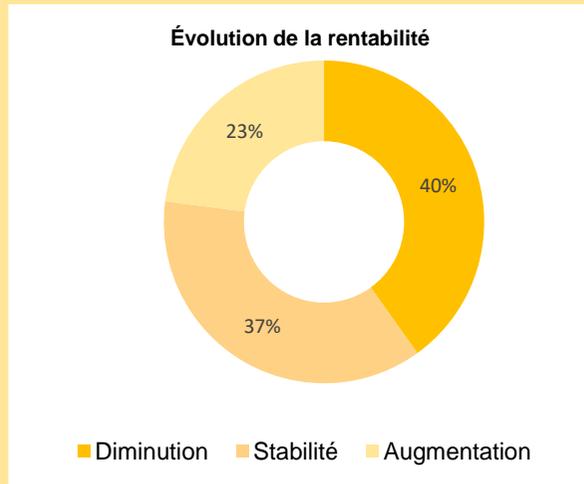
Les chefs d'entreprise anticipent une baisse des effectifs dans le secteur en 2025.



Perspectives 2025

De forts écarts de rentabilité envisagés pour l'année à venir.

Dans l'ensemble, 4 entreprises sur 10 anticipent une dégradation de leur rentabilité en 2025 contre 2 sur 10 en 2024. Le bâtiment connaîtrait une situation un peu plus favorable qu'en 2024, mais les entrepreneurs des travaux publics sont beaucoup plus pessimistes, avec près de 60% des entreprises qui anticipent une baisse de leur rentabilité, tirant l'ensemble du secteur vers le bas.



Rentabilité



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2023-2024-2025).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

3 665 entreprises ont répondu.

**Elles représentent un effectif global de 642 918 personnes
et un chiffre d'affaires global de 170 948 M€**

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	854	113 251	438 199	25,84%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	2 143	307 016	3 146 410	9,76%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	668	71 300	351 270	20,30%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Île de France Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

Tour EQHO 2 avenue GAMBETTA CS 20069 - 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX

 **01.46.41.15.03**

 **0975-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Marie-Laure ALBERT, Directrice des Affaires Régionales

Directeur de la publication

Alain GERBIER, Directeur Régional

